

Les Tunisiens sont divisés sur la discipline des enfants avec la force physique

Dépêche No. 722 d'Afrobarometer | Lionel Ossé et Imen Mezlini

Résumé

En Tunisie, les enfants âgés de 0 à 14 ans représentent à peu près le quart de la population totale, soit environ 2,94 millions (Institut National de la Statistique, 2023).

En matière de protection des droits de l'enfance, le pays est doté d'un cadre juridique riche. En effet, la Tunisie garantit les droits des enfants dans sa Constitution (2022) et a ratifié et adopté des lois et conventions visant à protéger et à promouvoir le bien-être des enfants. En plus, le pays a entrepris des actions telles que l'élaboration du Plan d'Action National de Lutte contre le Travail des Enfants, la mise en place d'un mécanisme indépendant de suivi des droits de l'enfant, et le lancement d'une campagne nationale de lutte contre la violence faite aux enfants, entre autres (La Presse, 2019 ; Baraket, 2015 ; Ministère de la Femme, de la Famille, de l'Enfance et des Séniors, 2023).

Toutefois, malgré l'existence de ces mécanismes, la situation de l'enfance en Tunisie fait face à des défis importants. Dans son rapport sur l'analyse de la situation des enfants en Tunisie, l'UNICEF (2020) a précisé qu'en dépit des avancées significatives enregistrées, des insuffisances persistent dans le domaine de la santé de l'enfant, de la qualité de l'éducation et de la violence contre les enfants. Environ un enfant sur cinq (21,2%) vivent dans la pauvreté en Tunisie. Le rapport signale également, en 2018, une forte prévalence de l'obésité du jeune enfant (17,2% des enfants de moins de 5 ans sont obèses et 44,2% sont à risque d'obésité) et l'existence des problèmes affectant la santé mentale des enfants (16,6% des enfants de 5 à 17 ans souffrent d'anxiété et 4,4% de dépression).

Quant à l'éducation, les enfants font face à une faiblesse des acquis d'apprentissage (72% des élèves de 7 à 14 ans n'ont pas les compétences de base en calcul et près de 34% ne les ont pas en lecture). Pour ce qui est de la protection, en 2018, 22,6% des enfants en Tunisie ont été victimes de punition physique sévère, 88% des enfants de 1 à 14 ans ont subi une discipline violente à domicile, 84% ont été victimes d'agressions psychologiques (Institut National de la Statistique & UNICEF, 2019). En 2022, près de 8.000 cas de violences physiques, psychologiques ou sexuelles sur les enfants ont été recensés par les services publics dédiés à la protection de l'enfance (Ministère de la Femme, de la Famille, de l'Enfance et des Séniors, 2023).

Cette dépêche rend compte d'un module d'enquête spécial inclus dans le questionnaire Afrobarometer Round 9 pour explorer les attitudes et les perceptions des Africains concernant le bien-être des enfants.

La justification de l'usage de la force physique pour discipliner les enfants divise les Tunisiens, mais la majorité d'entre eux disent que cette pratique est fréquente dans leur communauté. Les cas d'enfants non scolarisés de même que les abus et négligences des enfants sont courants dans les communautés selon la majorité de ces derniers.

La majeure partie des répondants soutiennent que des sources d'aide et de soutien aux enfants vulnérables sont disponibles dans leur communauté, mais ils ne sont pas satisfaits des performances du gouvernement dans la protection et la promotion du bien-être des enfants vulnérables.

Enquête d'Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) couvrent 39 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en Tunisie, conduite par One to One for Research and Polling, s'est entretenue avec 1.200 adultes tunisiens entre le 21 février et le 17 mars 2022. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées en Tunisie en 2013, 2015, 2018 et 2020.

Résultats clés

Discipliner les enfants :

- Le châtiment corporel des enfants divise les Tunisiens : 47% d'entre eux pensent qu'il est justifié pour les parents d'utiliser la force physique pour discipliner leurs enfants, tandis que 53% estiment que cela n'est « jamais » justifié.
- Cependant, près des deux tiers (65%) des Tunisiens déclarent que l'utilisation de la force physique pour discipliner les enfants est « assez » ou « très » fréquente dans leur communauté.

Enfants victimes de violence, maltraités, négligés, et non scolarisés :

- La majorité des Tunisiens affirment que les cas d'enfants victimes de violence, maltraités ou négligés (57%) et les cas d'enfants non scolarisés (56%) sont « assez fréquents » ou « très fréquents » dans leur communauté.
- Les jeunes et les citoyens pauvres sont plus enclins de considérer les enfants maltraités ou négligés et les enfants non scolarisés comme des problèmes répandus dans leur communauté.

Prise en charge des enfants vulnérables :

- Pour la majorité des Tunisiens, des mécanismes de prise en charge sont disponibles dans leur communauté pour aider les enfants victimes de violence, maltraités ou négligés (69%), les enfants portant un handicap physique (67%) et les enfants et adultes avec des troubles mentaux ou émotionnels (66%).
- Les Tunisiens instruits et nantis sont plus susceptibles de percevoir l'existence de ces aides dans leur communauté.

Promotion du bien-être des enfants :

- Plus de six Tunisiens sur 10 (64%) pensent que le gouvernement ne fait pas assez en matière de protection et de promotion du bien-être des enfants vulnérables.

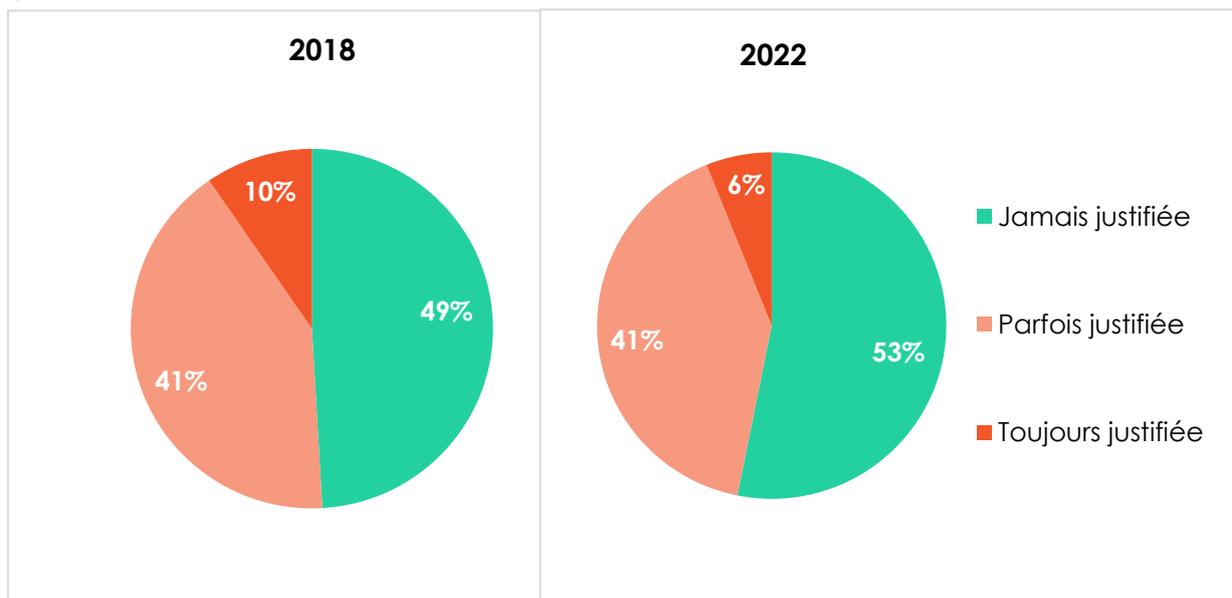
Discipliner un enfant

Aujourd'hui beaucoup plus qu'hier, de conséquents efforts sont déployés pour mettre fin à la violence contre les enfants en Afrique (Partenariat Africain pour Mettre Fin à la Violence Contre les Enfants & Forum sur la Politique de l'Enfance en Afrique, 2021). Mais avec l'idée que chaque parent définit le type d'éducation particulière qu'il/elle souhaite donner à son enfant, accepte-t-on l'utilisation de la force physique pour discipliner les enfants dans la société tunisienne ?

Près de la moitié (47%) des Tunisiens pensent qu'il est « parfois » ou « toujours » justifié d'utiliser la force physique pour discipliner son enfant, pendant que 53% estiment que cette pratique n'est « jamais » justifiée. La perception que le châtiement corporel des enfants est un acte justifiable a légèrement diminué entre 2018 et 2022 en passant de 51% à 47% (Figure 1).

La désagrégation par les caractéristiques démographiques montre que les pauvres (60%)¹, les personnes sans éducation formelle (55%), les ruraux (50%) et les résidents du Centre-Ouest (57%) sont plus enclins à accepter l'usage de la force physique sur les enfants que leurs contreparties les plus nantis (38%), les instruits (44%-47%), les citadins (45%) et les résidents des autres régions de la Tunisie (42%-48%) (Figure 2).

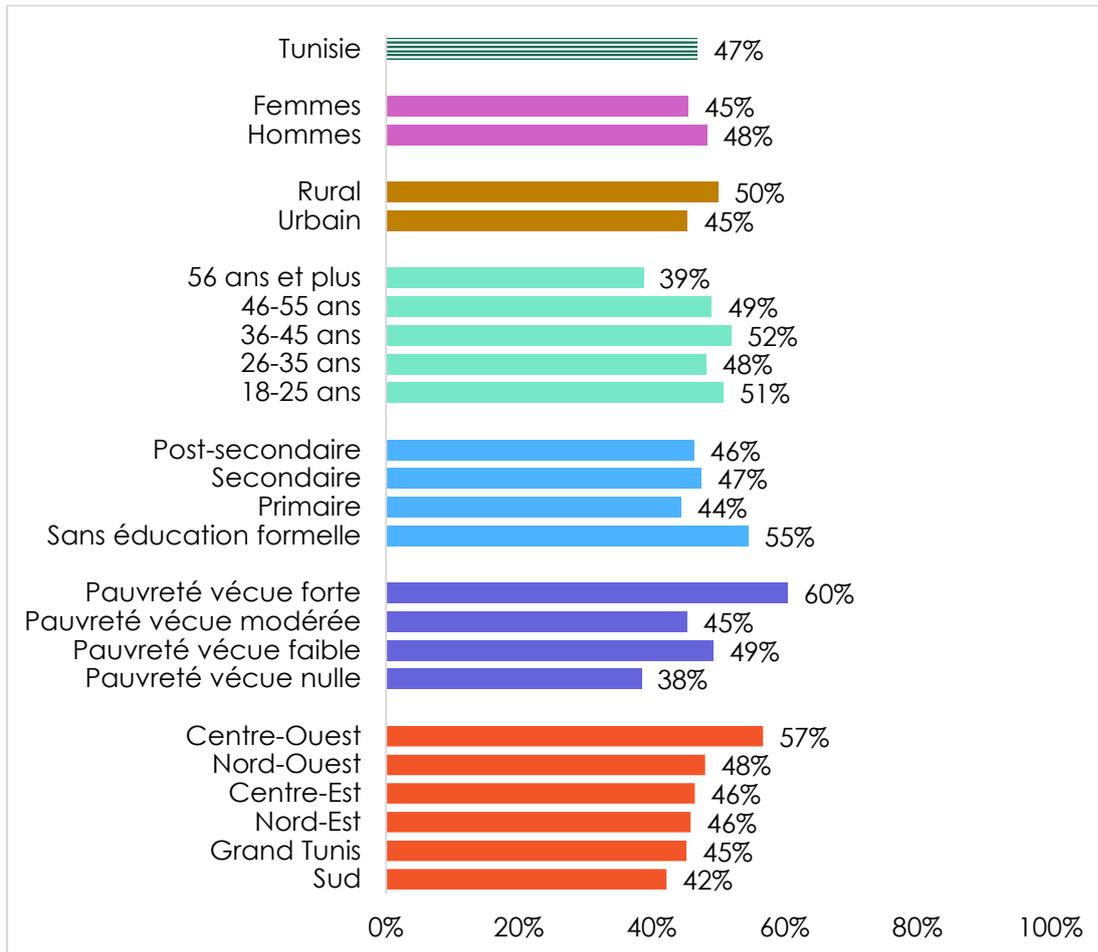
Figure 1 : Les parents devraient-ils physiquement discipliner les enfants ? | Tunisie | 2018-2022



Question posée aux répondants : Pour l'action suivante, veuillez me dire si d'après vous elle est toujours justifiée, parfois justifiée ou jamais justifiée : Lorsque les parents punissent leurs enfants en usant de force physique ?

¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 2 : Il est justifié pour les parents de discipliner les enfants avec la force physique | par groupe démographique | Tunisie | 2022

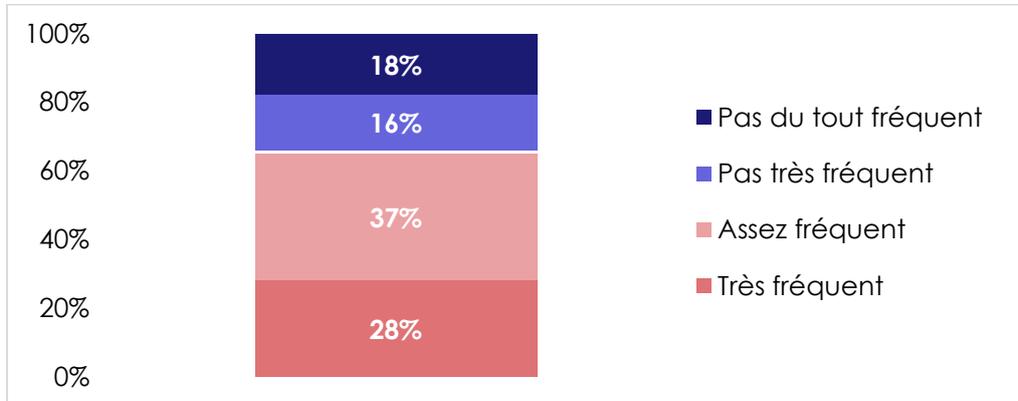


Question posée aux répondants : Pour l'action suivante, veuillez me dire si d'après vous elle est toujours justifiée, parfois justifiée ou jamais justifiée : Lorsque les parents punissent leurs enfants en usant de force physique ? (% qui disent « parfois justifiée » ou « toujours justifiée »)

Quand on demande aux Tunisiens à quelle fréquence les adultes utilisent la force physique pour discipliner les enfants, ils sont environ deux tiers (65%) à répondre que cela arrive « assez » ou « très » fréquemment dans leur communauté. Seulement une minorité d'entre eux disent plutôt que ce phénomène n'est « pas très fréquent » (16%) ou « pas du tout fréquent » (18%) (Figure 3).

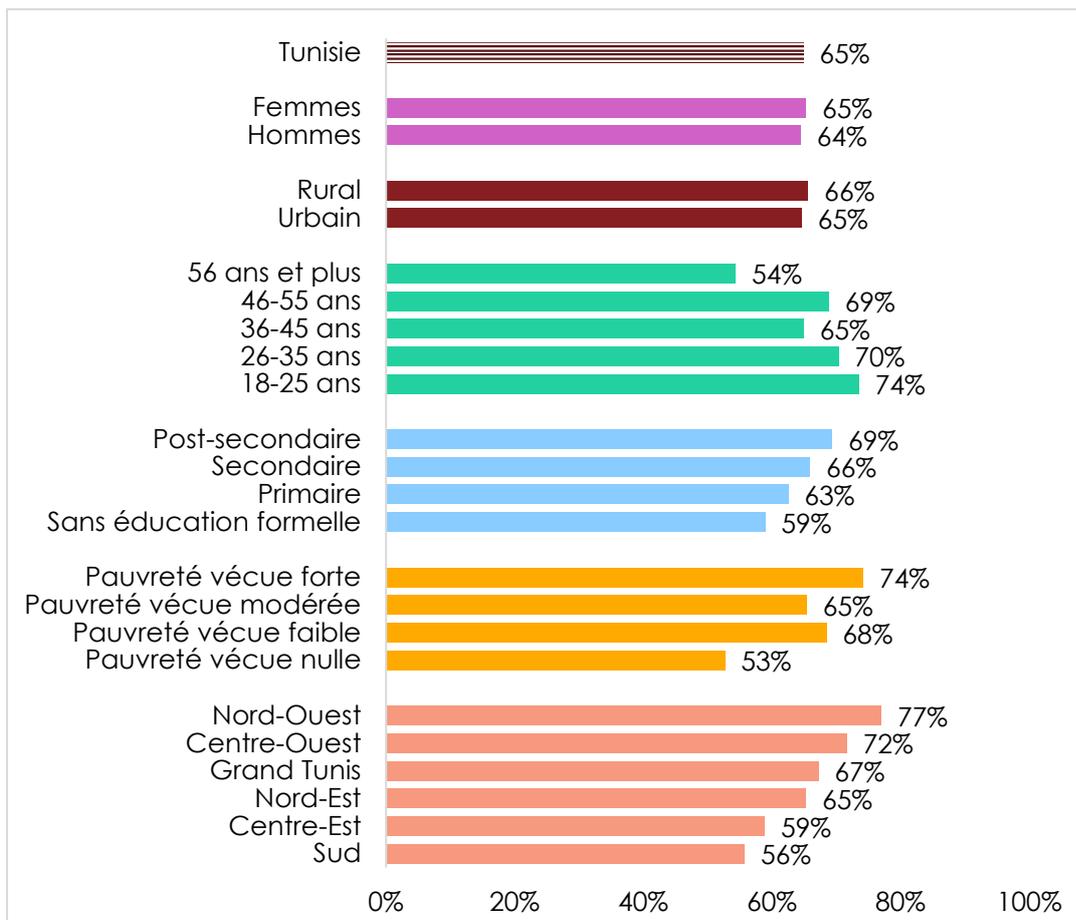
Le pourcentage de Tunisiens qui pensent que les adultes utilisent « assez » ou « très » fréquemment la force physique pour discipliner les enfants dans leur communauté semble croître avec le niveau d'éducation des répondants, allant de 59% des non instruits à 69% des plus instruits (Figure 4). De plus, les habitants du Nord-Ouest (77%) et du Centre-Ouest (72%), les pauvres (74%), ainsi que les plus jeunes (74%) sont plus enclins de percevoir l'utilisation de la violence physique sur les enfants dans leur communauté que les habitants des autres régions (56%-67%), les Tunisiens aisés (53%) et plus âgés (54% des 56 ans et plus). En revanche, cette perception est quasiment la même selon le sexe ou que vous soyez en zone rurale ou urbaine.

Figure 3 : A quelle fréquence les adultes utilisent-ils la force physique pour discipliner les enfants ? | Tunisie | 2022



Question posée aux répondants : À quelle fréquence croyez-vous que la chose suivante se produit dans votre collectivité ou votre quartier : Les adultes utilisent la force physique pour discipliner les enfants ?

Figure 4 : Perception que les adultes utilisent fréquemment la force physique pour discipliner les enfants | par groupe démographique | Tunisie | 2022



Question posée aux répondants : À quelle fréquence croyez-vous que la chose suivante se produit dans votre collectivité ou votre quartier : Les adultes utilisent la force physique pour discipliner les enfants ? (% qui disent « assez fréquent » ou « très fréquent »)

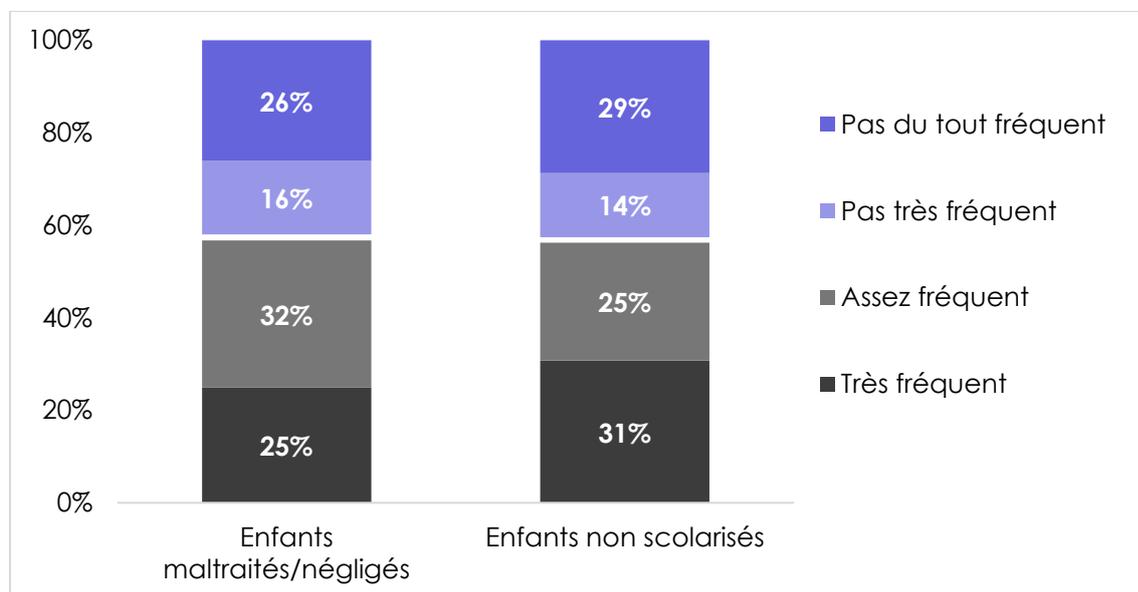
Maltraitance et négligence

Selon les Nations Unies (2020), l'exposition des enfants aux violences ou maltraitements ont de graves conséquences sur eux plus tard dans la vie.

Environ six Tunisiens sur 10 (57%) déclarent qu'il est « assez fréquent » ou « très fréquent » que des enfants de leur communauté soient violentés, maltraités ou négligés. A l'opposé, 42% d'entre eux trouvent que le phénomène n'est « pas très fréquent » ou « pas du tout fréquent » dans leur communauté (Figure 5).

En ce qui concerne les cas d'enfants non scolarisés, ils sont 56% à penser que c'est un phénomène « assez fréquent » ou « très fréquent » dans leur communauté tandis que 43% considèrent que ce fait n'est « pas très fréquent » ou « pas du tout fréquent ».

Figure 5 : A quelle fréquence les enfants sont victimes de violence, maltraités, négligés ou non scolarisés ? | Tunisie | 2022



Questions posées aux répondants : À quelle fréquence croyez-vous que les choses suivantes se produisent dans votre collectivité ou votre quartier :

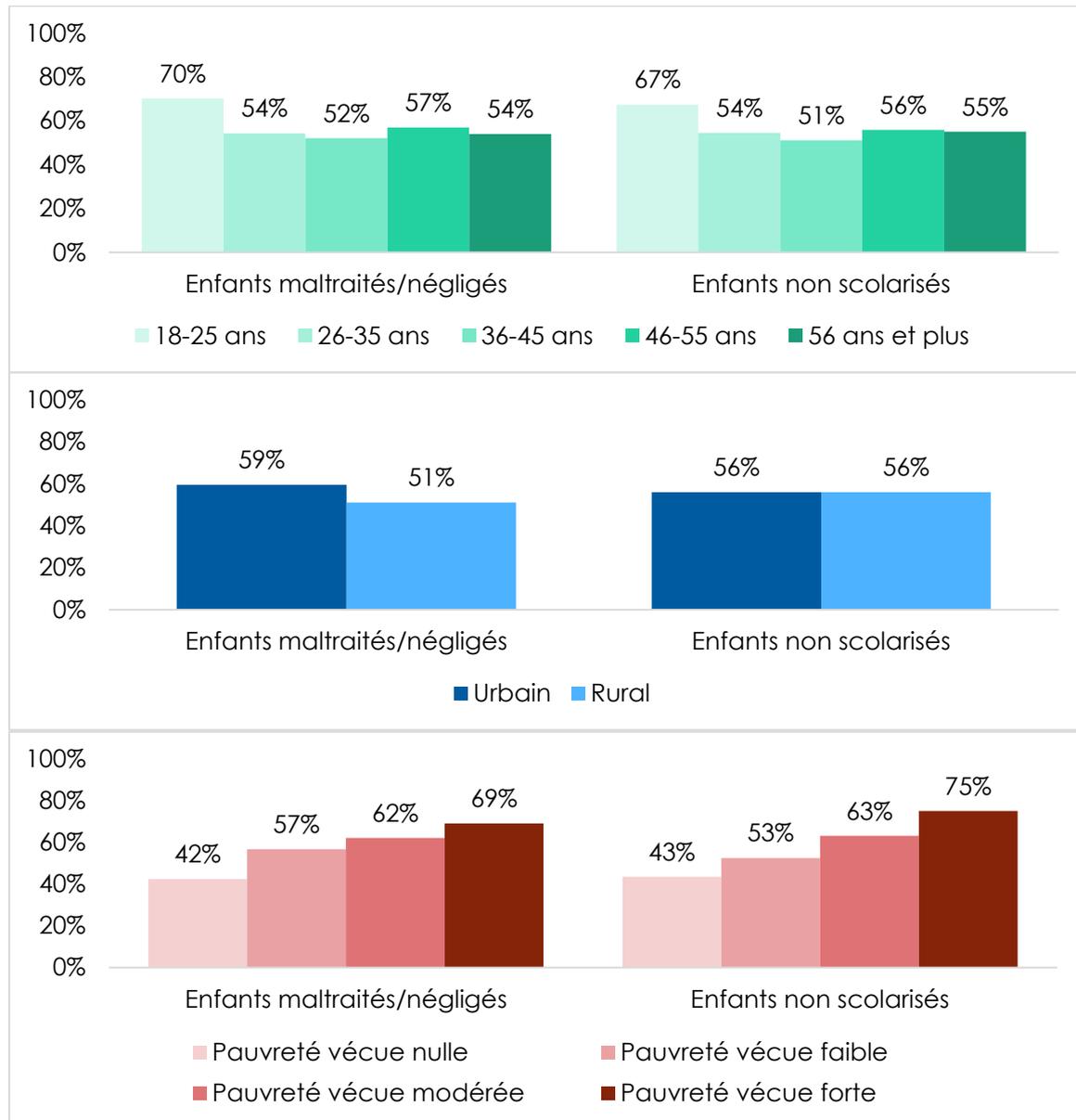
Les enfants sont victimes de violence, maltraités ou négligés ?

Les enfants qui doivent être à l'école et ne sont pas à l'école ?

La perception que les enfants sont victimes de violence, de maltraitance ou de négligence est plus urbaine (59%) que rurale (51%) et plus répandue chez les jeunes (70%) qu'auprès des personnes plus âgées (52%-57%) (Figure 6). Alors que la perception des enfants non scolarisés ne semble pas varier selon le milieu de résidence, elle est plus présente chez les jeunes (67%) que les répondants plus âgés (51%-56%).

Mais c'est le niveau de pauvreté vécue qui montre les différences les plus importantes, avec un écart de 27 points de pourcentage entre les plus aisés (42%) et les plus démunis (69%) pour ce qui concerne la perception d'enfants victimes de violence, de maltraitance ou de négligence. Quant à la perception d'enfants non scolarisés, l'écart monte à 32 points.

Figure 6 : Perception que les enfants sont fréquemment victimes de violence, maltraités, négligés ou non scolarisés | par groupe d'âge, milieu de résidence et pauvreté vécue | Tunisie | 2022



Questions posées aux répondants : À quelle fréquence croyez-vous que les choses suivantes se produisent dans votre collectivité ou votre quartier :

Les enfants sont victimes de violence, maltraités ou négligés ?

Les enfants qui doivent être à l'école et ne sont pas à l'école ?

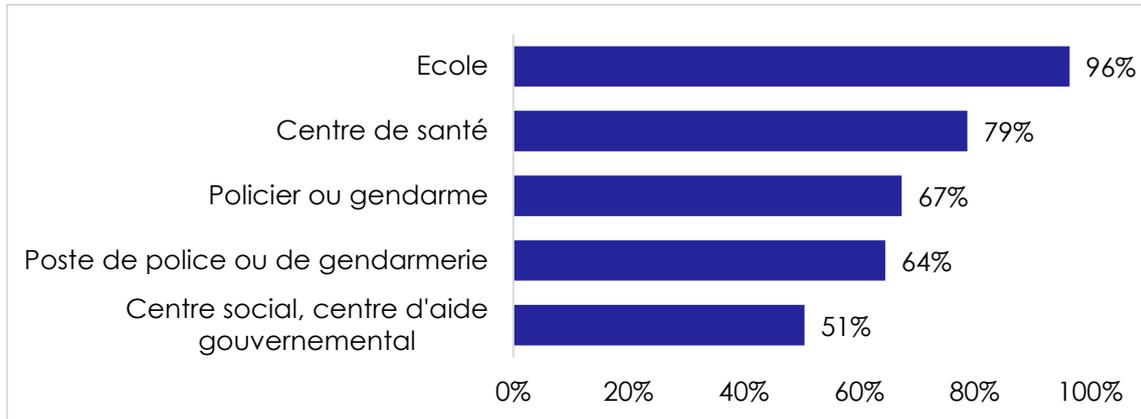
(% qui disent « assez fréquent » ou « très fréquent »)

Soutien aux enfants vulnérables

Sur la base des observations des agents collecteurs de données Afrobarometer dans toutes les zones de dénombrement qu'elles ont visitées, la majorité des Tunisiens vivent à distance de marche d'une école (96%), d'une clinique ou d'un centre de santé (79%), d'un poste de police ou de gendarmerie (64%) et de localité où les agents de la police ou gendarmerie

sont présents (67%). En revanche seulement la moitié (51%) des Tunisiens vivent à proximité d'un centre social ou centre d'aide gouvernemental (Figure 7).

Figure 7 : Disponibilité de services publics dans la communauté | Tunisie | 2022



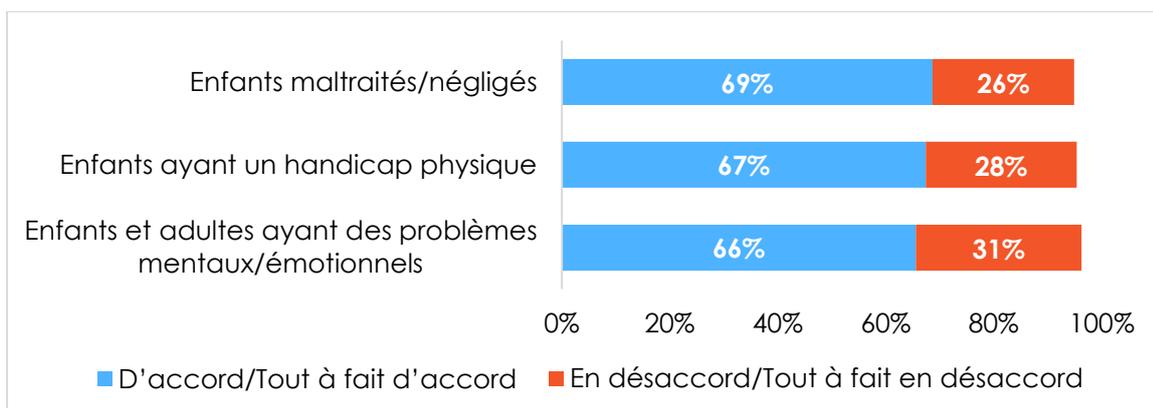
Questions posées aux enquêteurs d'Afrobarometer :

Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette zone de dénombrement (ZD) ou à distance de marche de celle-ci : École (privée, publique ou les deux) ? Poste de police/gendarmerie ? Centre de santé (privée, publique ou les deux) ? Un centre social, un centre d'aide gouvernemental ou un autre bureau gouvernemental où les gens peuvent demander de l'aide en cas de problèmes ? (% « oui »)

Avez-vous (ou l'un quelconque de vos collègues) aperçu dans cette ZD : Des policiers/gendarmes ou des véhicules de police/gendarmerie ? (% « oui »)

La majorité des Tunisiens estiment que des sources d'aide existent dans leur communauté pour les enfants victimes de violence, maltraités ou négligés (69%), les enfants avec un handicap physique (67%) et les enfants et adultes avec des troubles mentaux ou émotionnels (66%) (Figure 8).

Figure 8 : L'aide pour les enfants vulnérables est-elle disponible dans la communauté ? | Tunisie | 2022



Questions posées aux répondants : Veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou en accord avec chacune des affirmations suivantes :

En général, les membres de cette communauté peuvent obtenir de l'aide pour les enfants maltraités ou négligés ?

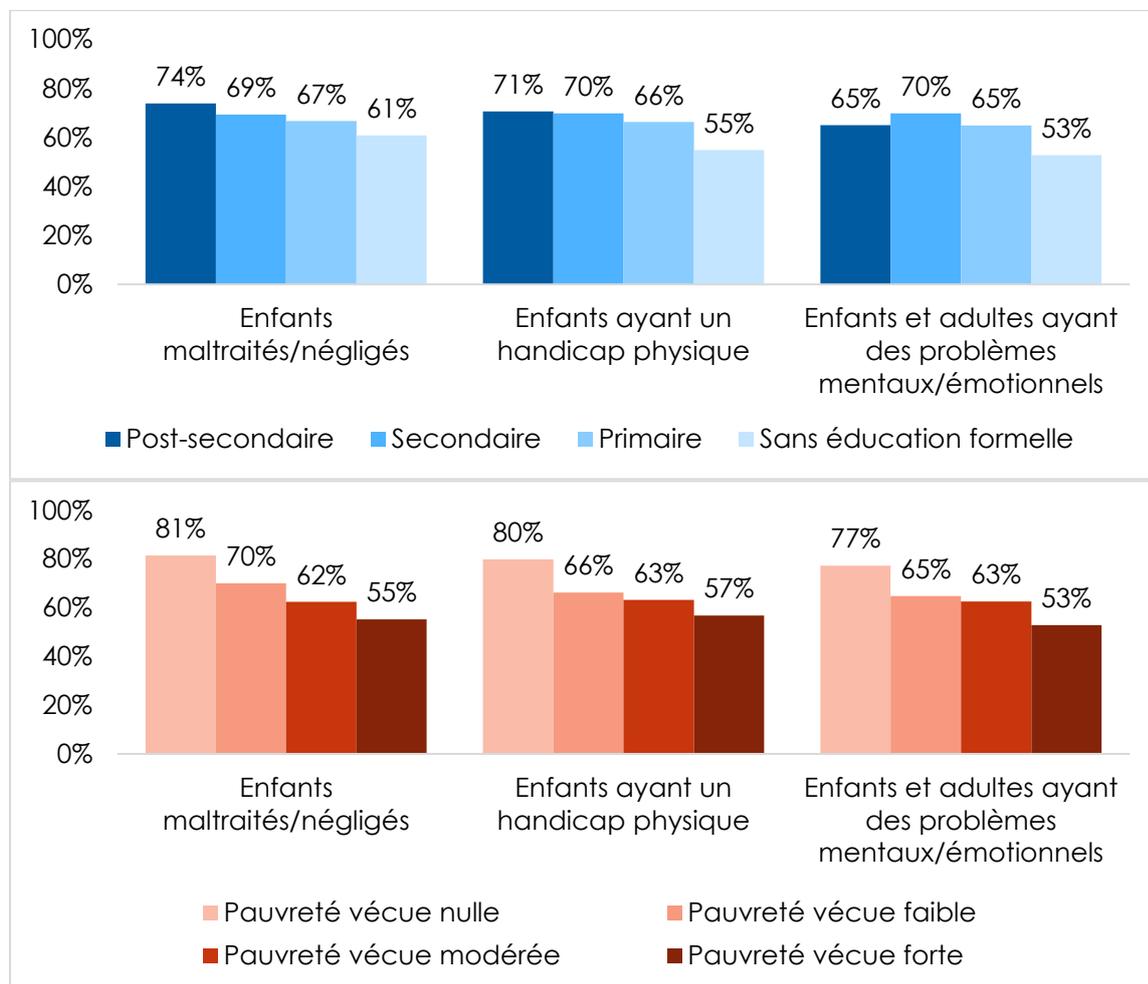
Dans ma communauté, les enfants ayant un handicap physique sont généralement en mesure d'obtenir le soutien dont ils ont besoin pour réussir dans la vie ?

Dans ma communauté, les enfants et les adultes ayant des troubles mentaux ou émotionnels peuvent généralement obtenir l'aide dont ils ont besoin pour mener une bonne vie ?

La perception de la disponibilité d'aide au niveau communautaire pour les enfants vulnérables varie suivant le niveau d'éducation et de pauvreté vécue des répondants : Moins on est instruit et nanti, moins on perçoit la disponibilité de l'aide (Figure 9). Par exemple, l'écart dans la perception de la disponibilité des mesures de soutien pour les enfants maltraités ou négligés entre les personnes instruites et celles qui n'ont pas fréquenté les bancs de l'école est de l'ordre de 13 points de pourcentage. Cet écart atteint 16 points quand il s'agit de la perception de la disponibilité des moyens d'assistance aux enfants porteurs d'un handicap physique.

Les personnes aisées perçoivent plus d'accès à l'assistance aux enfants vulnérables que celles vivant une pauvreté sévère, allant jusqu'à un gap de 26 points de pourcentage pour la disponibilité d'aide aux enfants maltraités ou négligés.

Figure 9 : Disponibilité d'aide pour les enfants vulnérables dans la communauté
 | par niveau d'éducation et pauvreté vécue | Tunisie | 2022



Questions posées aux répondants : Veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou en accord avec chacune des affirmations suivantes :

- En général, les membres de cette communauté peuvent obtenir de l'aide pour les enfants maltraités ou négligés ?
- Dans ma communauté, les enfants ayant un handicap physique sont généralement en mesure d'obtenir le soutien dont ils ont besoin pour réussir dans la vie ?
- Dans ma communauté, les enfants et les adultes ayant des troubles mentaux ou émotionnels peuvent généralement obtenir l'aide dont ils ont besoin pour mener une bonne vie ?

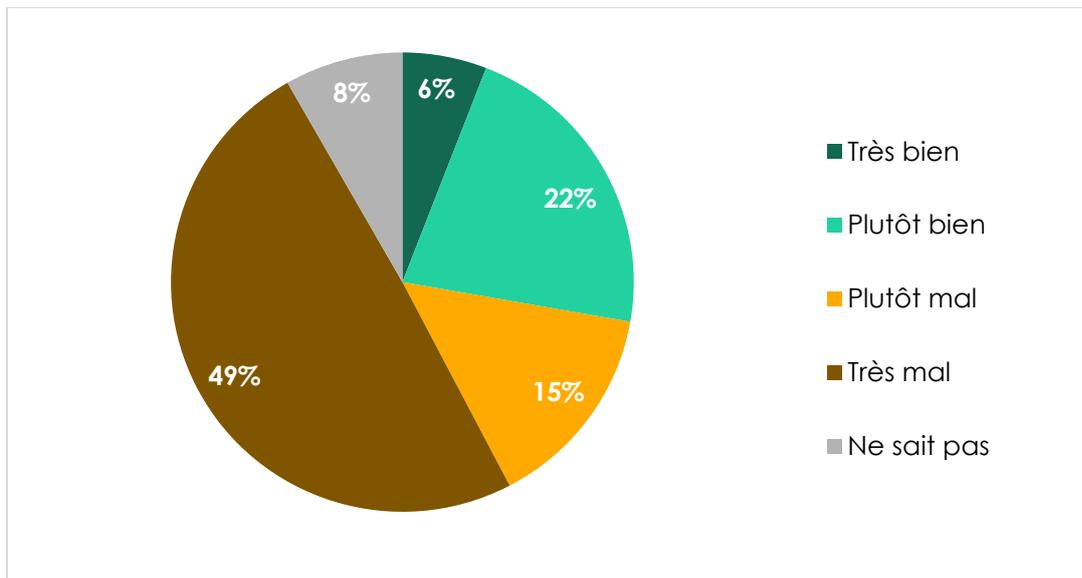
(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Performance du gouvernement en matière du bien-être des enfants

De manière générale, la majorité (64%) des Tunisiens désapprouvent la performance de leur gouvernement en matière de protection et de promotion du bien-être des enfants vulnérables (Figure 10). Seulement trois citoyens sur 10 (28%) estiment que les efforts du gouvernement sont satisfaisants dans ce domaine.

Les non instruits (31%), les citadins (30%), les plus jeunes (32%) et les résidents du Sud (35%) sont les plus satisfaits des performances du gouvernement dans ce domaine (Figure 11).

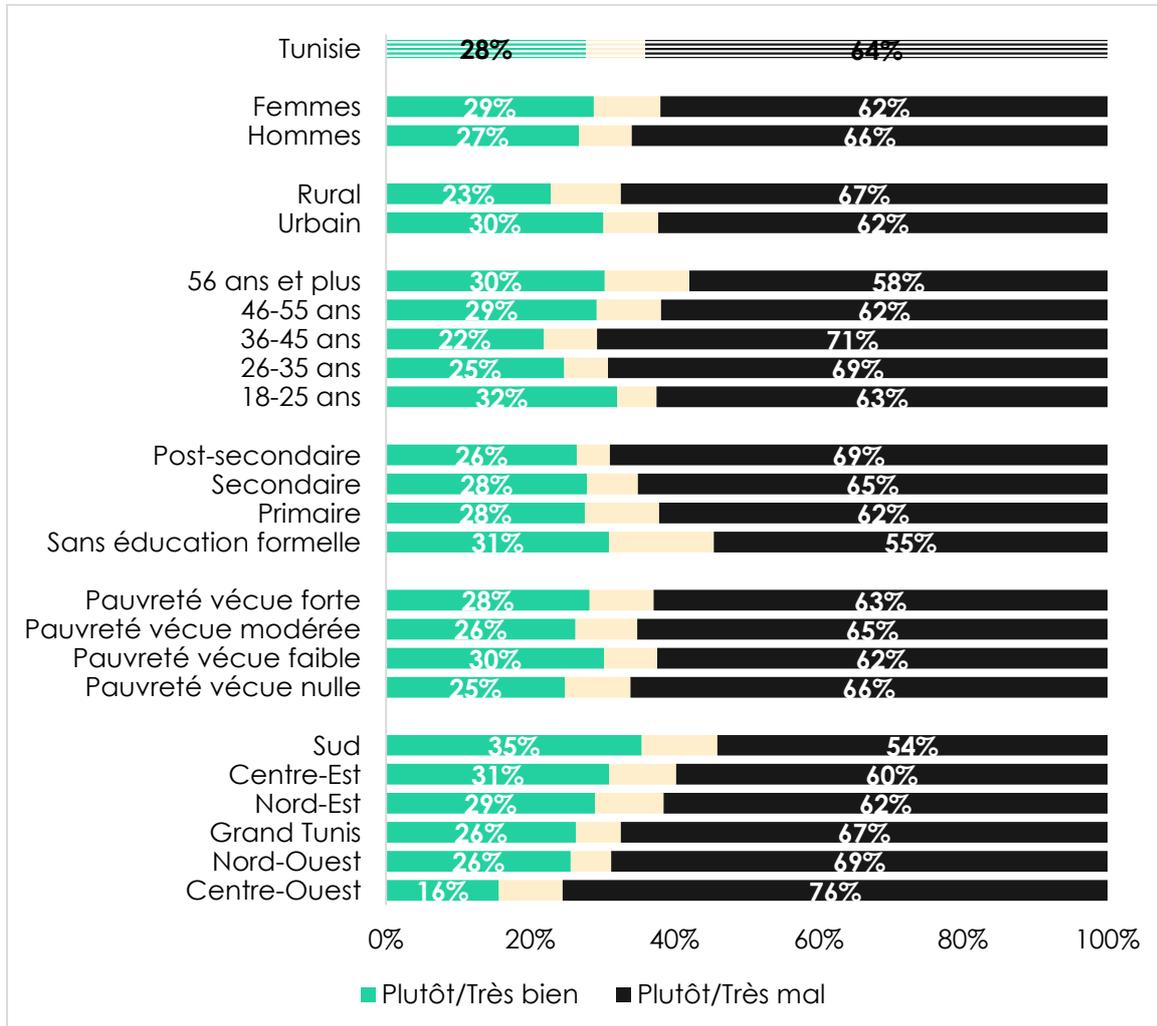
Figure 10 : Performance du gouvernement concernant le bien-être des enfants vulnérables | Tunisie | 2022



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la protection et promotion du bien-être des enfants vulnérables, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Figure 11 : Performance du gouvernement en matière du bien-être des enfants vulnérables | par groupe démographique | Tunisie | 2022



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la protection et promotion du bien-être des enfants vulnérables, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Conclusion

Une majorité des Tunisiens affirment qu'il est courant de recourir à la force physique pour discipliner les enfants dans leur communauté. Ce résultat invite les activistes et les défenseurs des droits de l'enfant qui s'intéressent à mettre fin à cette pratique de fournir des efforts de sensibilisation sur l'éducation non violente.

La perception que les enfants sont victimes de violence, de maltraitance, de négligence ou sont non scolarisés est plus prononcée parmi les démunis, et c'est aussi eux qui perçoivent moins la disponibilité des moyens de soutien aux enfants vulnérables.

Ces résultats suggèrent une amplification des initiatives et des actions surtout auprès des populations nécessiteuses.

Références

- Baraket, A. (2015). Tunisie : Les droits de l'enfant, quelles réalités aujourd'hui ? Nawaat. 19 février.
- Institut National de la Statistique. (2023). Estimation de la population. 24 août.
- Institut National de la Statistique & UNICEF. (2019). Enquête par grappes à indicateurs multiples 2018. Rapport final. Ministère du Développement de l'Investissement et de la Coopération Internationale.
- Juriste Tunisie. (2022). Constitution de la république tunisienne.
- La Presse. (2019). Lutte contre le travail clandestin et illégal des enfants : Poursuivre les efforts. 19 juin.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Ministère de la Femme, de la Famille, de l'Enfance et des Séniors. (2023). Lancement de la campagne nationale de lutte contre la violence faite aux enfants en Tunisie. 21 mars.
- Nations Unies. (2020). Violence contre les enfants : L'OMS appelle à s'attaquer à la maltraitance cachée. 14 janvier.
- Partenariat Africain pour Mettre Fin à la Violence Contre les Enfants & Forum sur la Politique de l'Enfance en Afrique. (2021). Violence contre les enfants en Afrique : Rapport sur les progrès réalisés et les difficultés rencontrées.
- UNICEF. (2020). Analyse de la situation des enfants.

Lionel Ossé est le manager adjoint des enquêtes Afrobarometer pour l'Afrique de l'Ouest anglophone et l'Afrique du Nord. Email : lessima@afrobarometer.org.

Imen Mezlini est coordinatrice des études à One to One for Research and Polling, le partenaire national d'Afrobarometer en Tunisie. Email : imen.mezlini@121polling.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminare, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères du Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No. 722 d'Afrobarometer | 30 octobre 2023